

Protocole de mise à disposition d'une salle communale à destination des ouvriers des bâtiments et travaux publics sur le temps du déjeuner

Protocole à afficher à l'entrée de la salle et transmettre aux employeurs

Compte tenu des conditions climatiques actuelles et en application de l'article 28 du décret du 29 octobre 2020, la collectivité peut accueillir les ouvriers du bâtiment et des travaux publics en vue de leur restauration au sein des établissements recevant du public de type L.

Cet accueil est organisé dans le cadre du respect des recommandations émises par le Haut Conseil de la Santé Publique dans son avis du 4 octobre 2020 et des engagements suivants :

Engagements de la collectivité :

La collectivité s'engage à mettre à disposition un local adapté et ouvert aux heures suivantes **A ADAPTER** et à mettre en place un sens de circulation.

La collectivité s'engage à définir et afficher le nombre maximum de personnes pouvant déjeuner dans la salle.

La collectivité s'engage à mettre à disposition le mobilier (table et chaises) en nombre suffisant.

La collectivité s'engage à mettre à disposition des tables pouvant réunir 6 personnes maximum.

La collectivité s'engage à effectuer une désinfection et aération régulière des locaux.

La collectivité s'engage à mettre à disposition un document de traçabilité des personnes déjeunant au sein du local.

Engagements de l'employeur :

L'employeur s'engage à respecter un délai de prévenance de 48h auprès de la collectivité pour solliciter la mise à disposition de cet espace. La demande devra être effectuée auprès de **A ADAPTER**.

L'employeur s'engage à fournir à ses salariés le matériel nécessaire à la désinfection des mains.

L'employeur s'engage à ce que les salariés présents désinfectent les tables avant et après chaque utilisation, et à leur fournir le matériel nécessaire à cette désinfection.

L'employeur s'engage à ce que les salariés présents ne modifient pas la configuration des locaux.

L'employeur s'engage à ce que les salariés appartenant à des chantiers différents ne se regroupent pas.

L'employeur s'engage à ce que les salariés respectent la distance minimale d'un mètre entre chaque personne.

L'employeur s'engage à ce que les salariés portent le masque de façon obligatoire dès que possible.